

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

crise monétaire

la guerre d'usure

EDITORIAL

**le
régionalisme
corse
dossier**

pages 4 et 5

Est-ce pure coïncidence : au moment où l'on s'apprêtait à fêter le 14 juillet, il n'était question que d'union sacrée. François Mitterrand et Jean Lecanuet n'appelaient-ils pas à une sorte de mouvement de solidarité face à la crise monétaire internationale ? On se louerait de sentiments peu habituels chez des représentants de la classe politique, s'il n'y avait une difficulté majeure que souligne fort justement l'éditorialiste de Combat : « L'union sacrée n'est-elle pas dans son principe totalement antinomique des méthodes de ce régime qui considère l'Etat comme sa propriété exclusive ? »

L'éditorialiste de Combat a encore plus raison qu'il ne l'imagine. Le pouvoir est bien accaparé aujourd'hui par le clan majoritaire. Toutefois, si les élections avaient provoqué la chute de celui-ci, la victoire de l'opposition n'aurait signifié que la victoire d'un autre clan. C'est la règle en régime fondé sur l'opinion.

C'est la règle des régimes éphémères qui se sont succédé depuis le 14 juillet 1789. Depuis lors, l'arbitre n'existant plus au-dessus des factions, celles-ci ont le champ libre pour développer leurs affrontements. L'union sacrée ne se fera pas durablement dans ce pays tant que l'arbitre légitime et royal n'aura pas été rétabli pour arbitrer nos divisions. Il n'y aura pas de vraie fête nationale tant que l'unité de la nation n'aura pas été restaurée au sommet de l'Etat.

n.a.f.

brèves

algérie

• La visite de M. Boufelfla en France indique incontestablement une évolution importante de nos rapports avec l'Algérie. Cette visite a été surtout l'occasion de nouer des liens diplomatiques qui s'étaient considérablement distendus. Les dossiers n'ont pas vraiment été ouverts. C'est peut-être un préalable nécessaire mais qui ne sera probant que lorsque les questions en suspens auront été réglées. Nous reviendrons prochainement sur cette intéressante question.

essais nucléaires

• La controverse qui se développe autour des essais nucléaires français étonne d'autant plus qu'un profond silence a suivi l'annonce de l'explosion de la bombe chinoise. M. Servan-Schreiber et le général de Boillardièrre n'ont pas tenu meeting à Pékin. Cela fait ressortir le caractère idéaliste de certaines déclarations épiscopales. Le cardinal Daniélou, pour excuser ses confrères, déclare que c'est leur manière à eux d'aimer la France. Mais l'amour de la France ne passe-t-il pas aussi par la volonté de défendre sa sécurité ?

semaine sociale

• Nous n'avons pas assisté à la dernière **Semaine sociale**. Il s'y est dit beaucoup de choses intéressantes et beaucoup de sottises. Les chrétiens d'extrême-gauche se sont plaints de ne pouvoir s'y exprimer. La formule sera changée l'an prochain. Elle sera plus ouverte, paraît-il. Dans ce cas nous serons présents si toutefois l'ouverture n'est pas unilatérale.

mgr elchinger

• Nous avons beaucoup aimé l'homélie de Mgr Elchinger, archevêque de Strasbourg, prononcée dans sa cathédrale le 14 juillet. Il nous faudrait la citer entièrement. Nous ne retiendrons que ce passage fondamental : « Il faudrait que pour les jeunes, l'idée de la patrie puisse devenir synonyme d'un espace où s'élabore un grand projet humain et où il y a amplement place pour leurs aspirations les plus nobles. Que la patrie puisse apparaître aux jeunes comme un grand avenir en respect mutuel et de partage, comme un lieu où d'authentiques "pèlerins de l'absolu" se sentent compris et encouragés. »

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F
C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau paris 10^e

le droitisme en question

Le piège le plus dangereux de la subversion est probablement le droitisme.

Le marxisme, les néo-marxismes, ont assez de chiffons rouges pour que le bon peuple y prenne garde.

Mais faut-il dialectiser et se définir en tous points comme anti-gauchistes et créer une Ligue du bien public avec comme seule solidarité la haine d'un adversaire idéalisé ?

Bien des prétendus traditionalistes, bien des pseudo-nationalistes, sont tombés allègrement dans le piège, et sont prêts à pactiser avec les idéologies les plus subversives dès lors qu'elles affichent un drapeau anti-rouge.

Tout en approuvant les critiques de la « N.A.F. » sur « Nouvelle Ecole », un certain nombre d'intellectuels « de droite » et de militants nationalistes nous ont reproché de trahir un pseudo clan de droite.

Comme si l'on pouvait royaliser la France par clans, et comme si la communauté nationale devait adopter un totalitarisme pour échapper à un autre.

En attaquant « G.R.E.C.E. » et « Nouvelle

Ecole », la « N.A.F. » a porté le fer dans la plaie. Elle a dénoncé le faux dilemme marxisme ou hiérarchie raciale.

De droite et de gauche, on s'aperçoit que nous avons eu raison.

A droite, Jean de Fabrègues, dans la « France Catholique », a dénoncé lui aussi le nihilisme et le racisme de « Nouvelle Ecole ».

A gauche, le « Canard Enchaîné ». A droite ? Où vous voudrez, la revue « Permanences » (1), dans son numéro de juin-juillet 1973, s'attaque à son tour aux « nouveaux barbares » et à la politique eugénique dite « biopolitique » de « Nouvelle Ecole ».

Nationalistes, ceux qui partent en guerre pour l'Europe blanche et épurée de l'apport judéo-chrétien du catholicisme ?

Ceux qui comme nous ont cru en une nation multiraciale, ceux-là ne sont ni de droite ni de gauche, et ils n'ont que faire de biopolitique et de racisme sauvage.

Pierre ROLAND.

(1) 49, rue des Renaudes, Paris (17^e).

« le projet royaliste »

Depuis plus de deux ans, la « N.A.F.-Hebdo » commente chaque semaine l'actualité.

Bien souvent, nos lecteurs ignorent le pourquoi de nos positions qui leur apparaissent parfois comme arbitraires. C'est qu'il n'est pas possible de rappeler à chaque instant le « corpus doctrinal » ni l'analyse stratégique qui fondent nos critiques et nos propositions.

Voilà pourquoi Bertrand Renouvin a écrit le « **Projet royaliste** », livre de synthèse exposant les raisons de notre combat.

La lenteur et l'inertie des maisons d'édition nous amènent à mettre le « **Projet royaliste** » en souscription pour une parution début décembre 1973. Le succès de ce livre repose donc sur chacun de nos lecteurs. Sachez que nous avons déjà réuni plus de la moitié des souscriptions nécessaires au financement du projet.

Souscrivez AVANT DE PARTIR EN VACANCES en remplissant le bon ci-dessous et en joignant le règlement (I.P.N. Diffusion - C.C.P. La Source 33.537-41).

D'avance, merci.

Je soussigné

Adresse

..... Code postal

désire recevoir exemplaire(s) de l'édition courante au prix de 15 F.

et vous adresse ce jour la somme de francs par chèque bancaire, chèque postal (1).

Fait à le 1973.

Signature :

Bulletin de souscription
à retourner

à l'Institut de Politique Nationale
B.P. 558 - 75026 Paris Cedex 01

(1) La souscription sera close le 30 octobre 1973.

crise monétaire : une guerre d'usure

- Toute la production française est gravement menacée par une instabilité monétaire tout au bénéfice des Etats-Unis.
- En mettant l'embargo sur le soja, l'Amérique rappelle aux Européens qu'une part importante de leur économie dépend de son bon vouloir.

Un fait récent illustre parfaitement les multiples aspects d'une crise monétaire utilisée au mieux par les Etats-Unis dans le cadre de la « guerre économique » entreprise contre l'Europe.

Pour remplacer ses moyens-courriers Caravelle, la compagnie belge Sabena a préféré les Boeing 737-200 de la firme américaine aux Mercure 100 du groupe Dassault-Bréguet. Raison majeure : la dépréciation du dollar par rapport aux monnaies européennes diminue d'autant le prix de vente des marchandises américaines. Au début de l'année on cotait, à Paris, le dollar à 5 F, il est tombé jusqu'à 3,85 F le 6 juillet et s'est établi actuellement autour de 4 F. Soit une réévaluation de fait du franc par rapport au dollar d'environ 20 %. Conséquence directe, il faut maintenant 12.000 F pour acquérir une voiture américaine qui est vendue 3.000 dollars, il en fallait 15.000 il y a six mois. L'économie réalisée est de taille.

C'est donc toute la production française qui est gravement menacée par cette instabilité monétaire tout au bénéfice des Etats-Unis.

Mais la France n'est pas seule en cause. Ou plutôt, ayant lié son destin à celui de l'Europe du Marché Commun, elle doit à la fois tenir compte des désirs de ses partenaires et subir les contre-coups de la politique propre de chacun des Neuf. L'Allemagne Fédérale a réévalué sa monnaie et

dirige de plus en plus ses efforts vers l'Est, tout en critiquant la diplomatie française. L'Italie s'éloigne peu à peu de la C.E.E. en laissant flotter librement sa monnaie. La Grande-Bretagne fait de même, jouant une fois de plus la carte du « wait and see » et plus prompte à boycotter la France en raison d'essais nucléaires réalisés à 6.000 km de ses anciens champs d'expérimentation en Australie, plutôt que les Etats-Unis qui viennent de mettre l'embargo sur le soja. La Belgique préfère le bénéfice à court terme que représente l'achat d'avions américains plutôt que de poursuivre dans la voie de la coopération aéronautique européenne.

L'édifice européen tremble sur des bases déjà bien fragiles. Et Nixon retire les marons du feu. En refusant de soutenir sa monnaie, l'Amérique joue la politique du pire, certaine que les pays européens capituleront avant qu'elle en subisse elle-même le contre-coup. En mettant l'embargo sur le soja, élément essentiel de la nourriture des animaux, elle rappelle aux Européens qu'une part importante de leur économie dépend de son bon vouloir. Et l'on s'aperçoit alors que l'Europe agricole n'a pas été capable d'assumer l'indépendance de la Communauté en ce domaine.

Quand on sait que le Marché Commun Agricole est considéré comme l'une des seules réussites de la politique commu-

nautaire, il y a de quoi être inquiet pour l'avenir d'une Europe à laquelle on a tout sacrifié.

C'est vraiment une guerre d'usure que livrent à l'Europe les Etats-Unis dans le but d'obtenir des préférences tarifaires importantes, c'est-à-dire de pouvoir encore mieux envahir le Marché Commun.

A cela il existe plusieurs ripostes. Après M. Giscard d'Estaing, M. Mitterrand, en termes plus directs, demande que la France ne participe pas à ce « Nixon Round » si bien nommé. C'est une solution, mais qui ne résoudrait rien. On imagine également d'imposer des taxes à l'importation des produits américains. Il serait sans doute possible, alors, de faire correspondre leur montant à celui de la dépréciation du dollar. Mais la riposte américaine serait trop aisée.

Il reste enfin cette solution française d'un « bloc or » européen. C'est-à-dire d'une réévaluation unilatérale du prix officiel de l'or. Les Etats-Unis seraient alors obligés de soutenir leur monnaie.

Mais on est encore loin de toute solution concrète. Les intérêts de chaque pays européen sont trop divergents. Pourtant elle devient urgente car elle défend l'avenir économique de l'Europe et de la France.

P. D'AYMERIES.

le petit lexique de la crise monétaire

La complexité du problème, la diversité des notions employées, rendent souvent difficile la compréhension de cette crise qui pourtant nous concerne tous par ses répercussions sur la vie quotidienne.

La place nous manque pour examiner et expliciter toutes les situations. Nous donnons donc une courte liste des principaux termes, avec une définition ; cette liste pourrait être complétée ultérieurement.

• BRETON WOODS (Système de)

Du nom d'une petite localité américaine où s'est tenue en juillet 1944 une conférence internationale réunissant 44 pays, dans le but de réorganiser le système international des paiements. De cette conférence résulte essentiellement la création du Fonds Monétaire International (F.M.I.), intervenant en matière de balance des paiements et de politique des changes, et de la Banque Mondiale.

• CHANGEMENT DE PARITE

Modification du rapport de valeur entre deux monnaies, c'est-à-dire dévaluation ou réévaluation.

• COURS DE CHANGE

Prix à payer, sur le marché des devises, en monnaie nationale, pour une unité de moyen de paiement étranger. Le cours de change permet de convertir une monnaie en une autre. Il rend ainsi comparables entre eux les prix des marchandises et des services de diverses zones monétaires. On distingue les cours de change fixes et les cours de change flexibles. Les premiers sont automatiquement soutenus par les Banques Centrales et assurent une base de calcul sûre pour le trafic international des paiements. Les seconds se forment librement sur le marché des changes.

• FLOTTEMENT

Signifie qu'une banque centrale (ex. la Banque de France) renonce temporairement à maintenir le cours de change de sa propre monnaie. Constitue généralement une étape transitoire entre une réévaluation ou une dévaluation.

• OR

Seul moyen de paiement international avant la première Guerre mondiale. Depuis Bretton-Woods le dollar U.S. y fut associé, devenant

en même temps obligatoirement convertible. Les Etats-Unis s'étaient engagés vis-à-vis du F.M.I. à échanger des dollars contre de l'or au prix officiel de 35 dollars U.S. l'once d'or fin. Cette convertibilité a été abolie le 15 août 1971 par le président Nixon. Le prix officiel était porté à environ 42 dollars l'once d'or fin depuis les deux dévaluations de la monnaie américaine. Mais son prix sur le marché libre a dépassé les 100 dollars. Ainsi les réserves d'or des banques centrales, échangeables seulement au prix officiel, se trouvent quasiment immobilisées.

• « SERPENT DANS LE TUNNEL »

Depuis fin décembre 1971, le F.M.I. a fixé à 4,5 % la marge de fluctuation totale — à l'intérieur les cours peuvent varier autour de la parité du dollar — contre 2 % antérieurement. En 1972, les pays de la C.E.E. ont décidé de ramener à 2,25 % la marge de fluctuation de leurs monnaies entre elles. Les cours de change de la C.E.E. se meuvent donc comme un serpent dans un tunnel, celui-ci étant la marge internationale.

dossier

le r
par michel

Arabi, Pedi Neri, Francesi, tutti fora! (1)
Arriti corsi! (1)

Un peu partout, dans les villes, sur les routes, sur les parapets des ponts, les slogans de l'« Action Régionaliste Corse » fleurissent. Certes de tous temps les murs ont servi d'exutoire à l'humeur des gens. Doit-on s'alarmer pour ces barbouillages ?

Plus graves sont les propos tenus de ci de là, dans une certaine presse locale ou dans des réunions politiques pour flétrir l'action de la France — et non plus du « continent » — en Corse, propos dans lesquels est remise en cause nettement, l'idée d'unité nationale.

Encore plus graves sont ces explosions de T.N.T. ou de dynamite qui secouent la nuit de temps à autre et visent des objectifs très divers mais qui restent toujours des symboles de la « colonisation » du pays, tels le siège social de la société pour la mise en valeur agricole de la Corse, la ligne électrique de la compagnie Carbo-Sarde, le complexe touristique de la Marana près de Bastia, des entrepôts de vin appartenant à des pieds-noirs...

LE DRAME CORSE

En début de siècle paraissait un ouvrage intitulé « Notre Corse ». Son auteur, Albert Sérrier écrivait ceci « ... La Corse avait droit d'espérer un meilleur traitement, mais elle doit souvent se contenter d'espérer. Seulement, c'est la résignation à cette interminable espérance qui a fait perdre aux Corses la foi en une justice positive. »

Près de trois-quarts de siècle se sont écoulés depuis que ces lignes furent écrites. L'époque de la résignation est passée. Comment a-t-on pu en arriver là ?

Il serait fastidieux d'énumérer tous les griefs que ce pays nourrit à l'égard d'un régime qui l'a conduit au bord du gouffre. Quelques chiffres en résumeront bien cependant le drame.

La lecture de l'inventaire économique de la Corse en 1948 publié par le « Comité Technique de Coordination et d'Etude du Plan » est particulièrement édifiante. En 1860 le département comptait 260.000 habitants contre à peine plus de 180.000 actuellement. En 1913, 31,5 % de sa superficie était labourée alors que le maquis ou la lande en occupaient 18,4 %. En 1948 ce pourcentage descend à 2 % pour les labours et monte à 41,5 % pour le maquis. On est stupéfait d'apprendre qu'en 1948, entre Ajaccio et Bastia soit 153,430 km de routes nationales on ne trouvait que 0,935 km en bon état. Sur 918,068 km de routes secondaires 10,920 étaient considérées comme acceptables. On ne sait, à ce stade, ce qui est le plus remarquable : ou le travail particulièrement scrupuleux des agents qui ont mesuré la décrépidité des infrastructures routières du département avec une telle minutie, ou la carence totale des pouvoirs publics dans leur gestion du pays.

Il est inutile d'aller plus loin dans la démonstration. Ces deux exemples sont caractéristiques d'un échec total même si, on le comprendra aisément, la Corse présente en 1973 un visage différent de celui qu'elle avait en 1948.

UN SCHEMA D'« AMENAGEMENT »

Cette évolution économique et sociale depuis 1948 résulte d'un effort assez timide et désordonné jusqu'en 1969. Par suite des diverses mesures de déconcentration prises ces dernières années sur le plan national et dans un souci de cohérence du développement, un schéma général d'aménagement de la Corse qui engage le développement de cette province jusqu'en 1985 était préparé, puis approuvé par un comité interministériel du 4 août 1971. Ce travail n'est pas sans présenter, a priori, certaines qualités.

On y peut lire des phrases comme celles-ci : « Afin de permettre d'assurer son avenir (de la Corse) tout en sauvegardant son identité, son mode vie, son âme, il faut mettre en œuvre une stratégie d'aménagement qui soit fondée sur l'adhésion active de tous ». « Il faut maîtriser l'évolution et faire l'aménagement de la Corse — qui est d'abord l'affaire de ses habitants — une véritable affaire pilote. »

Tout cela est fort bien dit mais il est permis de rester sceptique quant à l'application de ces beaux sentiments dans le cadre d'un régime économique dont le profit reste le but final. Il y a une évidente contradiction entre les buts poursuivis par les rédacteurs du schéma et ceux poursuivis par les investisseurs privés qui ne conçoivent le développement du pays que dans l'optique de la seule rentabilité de leurs capitaux. A cet égard on peut citer à titre d'exemple ce que les promoteurs immobiliers sont en train de faire de cette ville si typique qu'est Ajaccio, et il suffit d'aller flâner le long des rives du golfe de Sagone pour être édifié sur le gâchis qui est en train de s'opérer au mépris du respect d'un paysage merveilleux par les soins de constructions de « marines » et autres « hameaux ».

Il est de bon ton dans les rapports officiels de parler de l'« âme corse », mais à quel compte du bilan, en système capitaliste, comptabilise-t-on les états d'âme ? Rentabilité maximum et art de vivre, il semble que ces deux notions soient inconciliables et si l'on voulait un dernier exemple, on le trouverait dans le fait que le problème de la réouverture de l'université corse est expédié en six lignes dans le schéma général d'aménagement.

Sur le plan des institutions politiques, la Corse a été élevée au rang de circonscription d'action régionale le 9 janvier 1970. La N.A.F. a démontré à maintes reprises ce que valait cette « régionalisation » sur un plan général, pour qu'il soit utile d'insister. Il convient cependant de citer un fait caractéristique et qui a été relevé par la presse locale. Rendant compte des travaux d'un conseil des ministres, M. Lecat alors porte-parole du gouvernement parlait il y a quelques mois des « 21 régions qui composent la France » deux ans après que la Corse ait été élevée au rang de 22^e région. C'est dire l'intérêt que l'on doit porter à cette « région » dans les discussions ministérielles puisque sa création et deux ans de fonctionnement n'avaient pas retenu l'attention d'un ministre dont les fonctions faisaient pourtant obligation d'être particulièrement attentif aux délibérations de l'Elysée.

En définitive, d'une part l'effort financier consenti vient bien tard, ses résultats sont contestables pour les uns, niés par les autres ; d'autre

Laissée un peu à l'écart jusqu'au retard de son développement.
C'est ce qui explique la renaissance l'écho qu'ils trouvent chez les habitants

part les timides mesures de déconcentration prises ne satisfont personne. Une prise de conscience très vive des spoliations subies se fait jour. Le mouvement régionaliste corse qui avait presque disparu avec la fin sans gloire des rêves fachistes de la revue « A Muvira » qui rêvait du rattachement de l'île à l'Italie musolinienne, renaît sous d'autres formes.

FRONT REGIONALISTE CORSE...

S'il est de mode actuellement de « faire » du régionalisme de la droite à la gauche, on trouve en fait trois tendances spécifiquement régionalistes corses :

— L'action régionaliste corse qui semble davantage dépenser de la peinture à barbouiller des idioties sur les routes du département que d'imagination à trouver des solutions aux maux qui accablent le pays.

— Le Parti corse pour le progrès qui joue la carte électorale à l'intérieur du régime. Voie sans issue dans un pays où la fraude électorale au service exclusif des clans est élevée au niveau d'une institution.

— Le Front régionaliste corse qui est le seul à avoir tenté un essai d'explication cohérent de la situation de ce pays par la publication d'un ouvrage au titre percutant « Main basse sur une île ».

Puisqu'il s'agissait du premier travail cohérent réalisé par un mouvement régionaliste corse, assorti de propositions concrètes pour l'avenir, c'est avec le plus grand intérêt que j'ai entrepris la lecture de ce livre. La déception a été vive. Tout ce travail n'est qu'un essai d'interprétation marxiste sommaire de l'histoire de la Corse et les propositions qu'il contient transformeraient plus sûrement le pays en royaume de Père Ubu qu'en démocratie populaire qui reste le rêve des militants du F.R.C.

Allons-y voir de plus près.

Une première erreur de méthode commise par les auteurs de l'ouvrage a été de se persuader que les analyses élaborées pour les pays du tiers monde par les intellectuels anticolonialistes pouvaient s'appliquer sans nuance à la Corse. « Nous sommes le tiers monde de l'Europe » proclament-ils. Tout au long des chapitres, on note alors une comparaison avec la Réunion. Cette similitude de situation entre les deux îles me paraît tout à fait abusive. J'ai décrit dans ce journal et ceci sans complaisance (cf. N.A.F. n° 78) la situation de ce D.O.M. pour pouvoir affirmer qu'à Bourbon rien n'est comparable ou si peu... avec ce que l'on trouve en Corse si ce n'est, comme le disait au début de la III^e République Emmanuel Arène, sénateur de la Corse, que ces îles sont « entourées d'eau de toutes parts ».

La deuxième erreur qui, en fait, n'est qu'une astuce subalterne de la part de gens qui se réclament d'un socialisme scientifique consiste à illustrer leur texte par des chiffres et des statistiques extraits d'une plaquette que j'ai sous les yeux, éditée par la Préfecture de la

régionalisme corse

fontaurelle

années 70, la Corse voit avec amertume le
des mouvements régionalistes corses et
l'île.

Corse. Ces chiffres justifient-ils leur thèse ? Ils sont publiés sans mention d'origine. Viennent-ils à l'infirmer ? On trouve alors, les accompagnant, des phrases de ce genre : « On ne peut accepter sans critique les chiffres de la Préfecture », « A en croire la plaquette de la Préfecture... »

On conviendra facilement du manque de rigueur intellectuelle de la part des économistes du F.R.C.

Enfin, prisonniers jusqu'au bout de leur catéchisme marxiste, ils restent persuadés que la Corse est une illustration de certaines théories qui, en réalité, sont bien vieillottes. En niant contre toute évidence, tout progrès même relatif en matière économique, les théoriciens scolaires du F.R.C. ressortent implicitement les vieilles fables sur la paupérisation croissante des masses. Constatant l'existence de quelques situations monopolistiques dans les transports, par exemple, ils ne peuvent s'empêcher de nous faire savoir qu'ils connaissent leurs textes sur la concentration croissante des entreprises.

Toute cette analyse dont la virulence dans l'expression cache mal une grande faiblesse veut en définitive prouver à travers l'exemple corse « les contradictions internes qui minent le système capitaliste » en ignorant superbement la puissance d'adaptation du néo-capitalisme. On ne peut s'empêcher de penser que certains passages de ce livre auraient davantage leur place dans un « manuel d'économie politique » décrivant le processus du déclenchement de la crise de 1929 ; c'est oublier qu'il s'est passé bien des choses depuis, même en Corse.

En réalité l'histoire économique de ce pays est bien plus simple que toutes ces démonstrations veulent le laisser croire. La Corse, jusqu'il y a peu, n'était pas un pays colonisé. Les capitalistes de la première révolution industrielle s'étaient rendus compte que le pays n'avait rien à offrir qui puisse attirer leurs capitaux, pas ou peu de richesses naturelles. Cette île ne rapportant rien a été laissée à l'abandon, en friches. Il n'y a eu aucun plan machiavélique et compliqué pour la réduire à l'état où elle se trouvait après le deuxième conflit mondial. Ses habitants la fuyaient non pour se soustraire à l'exploitation colonialiste mais pour aller chercher ailleurs ce qu'ils ne trouvaient pas sur place. C'est l'époque de la « Corse colonisatrice » et non colonisée dont parle R. Sedillot dans son bel ouvrage *La grande aventure des Corses*.

... ET GRAND DERANGEMENT CULTUREL

Autrement passionnante est la partie de l'ouvrage consacrée à l'anéantissement progressif de la culture corse. Le chapitre au titre bien trouvé « *Le grand dérangement culturel* » est une démonstration éclatante à laquelle on ne peut que souscrire sur la disparition d'un art de vivre, de penser, de s'exprimer par le langage ou l'art, par l'unique faute d'un système

politique aberrant. Les maurrassiens de la N.A.F. ne seront certainement pas choqués de lire des phrases comme celle-ci « Pour réduire au même commun dénominateur jacobin les hommes de ce pays, il fallait... ».

Il est cependant dommage que cette séduisante démonstration soit gâchée par un passage malheureux voire même odieux. Le sectarisme de l'un des rédacteurs de l'ouvrage atteint les limites du supportable lorsqu'il ironise sur les « écrivains et poètes corses contemporains » présentés comme manipulés par le pouvoir central. « On l'accable d'un faux intérêt, on se permet de le fêter, d'entretenir sa manie, on s'offre même le luxe de le montrer à la télévision ». Comment ne pas reconnaître à travers ces lignes la silhouette de cet authentique « mainteneur », de ce délicieux poète « dialectal » que fut Peppu Flori. Il m'honorait de son amitié et quelle leçon ai-je reçue de lui, quelques semaines avant sa mort l'an dernier alors que dans sa maison de San Pietro di Venaco il m'expliquait ce qu'était réellement l'âme Corse. Le frénétique qui a composé ce passage ignoble et qui rêve sans doute de traduire le « Capital » en corse aurait pu aller chercher là une leçon de clairvoyance et d'amour de son pays. Qu'est-ce donc ces gens qui distribuent de pareilles leçons ? P. Flori avait l'élémentaire élégance, par exemple, de faire publier ses œuvres dans son île tel par exemple ce véritable trésor de la langue qu'est *Mille pruverbi corsi*, élégance que les ombreux régionalistes du F.R.C. n'ont pas, eux qui préfèrent s'adresser aux soins d'une maison « parisienne » pour la publication de leur pamphlet.

QUELLES SOLUTIONS ?

Les solutions proposées restent à la hauteur de la démonstration. La panacée : le collectivisme, le modèle choisi l'Union Soviétique où « beaucoup a été mis en œuvre pour un épanouissement culturel des minorités ». On reste cependant surpris de lire dans le même paragraphe, six lignes plus loin « L'appareil d'Etat a pu dégénérer allant jusqu'à la liquidation de certaines minorités ». Cette superbe contradiction n'empêche pas des gens du F.R.C. de souhaiter la mise en place d'une pareille administration en Corse à l'intérieur de l'Europe socialiste de leur rêve.

Et l'on est sidéré en lisant que devant « La crise monumentale du capitalisme en agriculture » sera mise en place « l'appropriation collective des sols qui seront travaillés à travers les normes d'un plan collectiviste démocratique ». Rien que ça au moment où le blé des capitalistes américains permet aux citoyens soviétiques de manger du pain. Faudra-t-il voir un jour les vins américains venir suppléer à l'absence de ces délicieux crus du Sartenais ou de Patrimonio ? Le spirituel chroniqueur gastronomique du *Monde*, La Reynière se demandait un jour pourquoi les vins californiens n'étaient pas vendus au rayon parfumerie des grands magasins. Serons-nous obligés, un jour, de déguster un fromage du Niolo avec de l'eau de cologne par la faute des gens du F.R.C. ?

Ces projets démentiels pour l'agriculture seraient également appliqués à la grande industrie corse et l'on assisterait à la mise en place d'une « industrie touristique collectivis-

te ». Ayant personnellement connu les joyeusetés de la bureaucratie de l'intourist en U.R.S.S. et celles de son homologue le luxingshe en Chine populaire j'imagine fort ce que cela pourrait être dans cette île délicieuse.

En définitive ce livre est décevant, inutile et dangereux.

Ce livre est décevant par ses partis-pris et son manque total de nuances, décevant par son vocabulaire qui finit par lasser, cela devient insupportable de relever le mot aliénation à tous les paragraphes, mot magique qui finit par cacher de trop nombreuses faiblesses. Il est ridicule de se voir traiter à longueur de page de petits bourgeois, bourgeois féodaux, bourgeois parasites, bourgeois tout court parce que l'on pense différemment des dogmatiques du F.R.C. « *Main basse sur une île* » un beau titre certes ! mais quel texte ? du Frantz Fanon de basse époque.

Ce livre est inutile. Voilà des gens qui avec raison rappellent ces sages propos tenus en 1801 par un certain capitaine Lavallée « Une grande erreur est d'avoir cru les Corses bons pour les lois des nations qui les ont visités et de n'avoir jamais pensé qu'il fallait que les lois fussent bonnes pour les Corses ». Ou qui écrivent encore ceci : « La mise au pas culturelle de la Corse a imposé un mode de culture étranger » et qui ne sont capables de proposer qu'une application pour ce pays des idées d'un philosophe prussien ou des méthodes de gouvernement d'un Russe. C'est ce que je reprocherai avec le plus de force à tous ces militants ; avoir manqué d'imagination pour chercher des solutions qui soient en harmonie avec le génie corse.

Enfin ce livre est dangereux. La violence qui se dégage de ce texte où trop souvent le slogan tient lieu de raisonnement peut séduire les esprits non critiques, exaspérés par la situation dans laquelle se trouve le pays —, que d'énergie est alors dépensée — y compris celle de la dynamite, en pure perte, pour essayer de sortir d'une voie sans issue.

UN PEU D'EMPIRISME !

En postface à l'ouvrage on peut lire ceci « Le texte ouvre un débat et il aura atteint son but si la discussion qu'il engage débouche sur une activité pratique permettant un redressement salutaire ». Nous sommes allés voir chez les régionalistes corses, en retour pouvons-nous leur demander, pour le passé de méditer cette phrase extraite du livre déjà cité de R. Sedillot : « Loin de prétendre assimiler la Corse aux autres provinces, la monarchie française lui laisse la possibilité de s'épanouir en conservant ses particularités et ses traditions, et sans chercher à centraliser les décisions sur Versailles » et pour le présent de consulter la collection de la N.A.F. Leur surprise serait peut-être grande de constater à quel point le souci de chercher une solution à des problèmes qui nous sont propres reste une démarche très empirique, donc extrêmement souple, prenant en compte les traditions et les potentialités de toutes les communautés qui composent la France, Corse comprise.

Michel FONTAURELLE.

(1) Arabes, Pieds noirs, Français, tous dehors ! Corse debout !

la société industrielle a-t-elle un sens ? (suite)

voquer de très vives réactions. Ainsi, la société dans laquelle nous vivons et sommes condamnés à vivre, résulte des conflits qui naissent de la confrontation entre la logique du capitalisme et les oppositions anticapitalistes qu'il ne cesse de secréter. L'issue des conflits est non seulement incertaine, mais — comme la lutte ne peut s'achever sur une victoire ou une défaite de l'un des deux camps — elle est surtout indéterminée : la gamme des solutions possibles n'est pas fixée à l'avance, elle est faite d'une succession d'équilibres provisoires. Ce sont ces équilibres provisoires qui définissent les sociétés concrètes où nous vivons. Reconnaissons que l'analyse est fine et qu'à un certain niveau elle ne manque pas de pertinence. Elle explique en partie les phénomènes périodiques de ras-le-bol, les frondes de la jeunesse, etc. Elle explique en partie aussi pourquoi, en définitive, le capitalisme reste le plus fort et « récupère » les révoltes apparemment les plus dangereuses : il est exclu que nous renoncions à l'appareil technique et économique du capitalisme, c'est un acquis irréversible, comme le fut l'invention de l'agriculture et de l'élevage. En d'autres termes, il est exclu que nous scions la branche sur laquelle nous sommes assis, il est impensable que nous exterminions notre poule aux œufs d'or.

PLUS FORT ENCORE...

L'analyse de Baechler serait irréfutable s'il ne faisait une erreur fondamentale. Il ne s'aperçoit pas en effet que le capitalisme est beaucoup plus fort, infiniment plus puissant sur les esprits et les cœurs qu'il le croit. Car il est beaucoup plus qu'un appareil technique et économique, il constitue un modèle de civilisation qui se réfère à une certaine image de l'homme, joue sur ses instincts profonds en s'assurant la force du guerrier et le magistère du clerc.

S'il ne proposait que le profit pour le profit, en jouant sur l'avarice, il aurait peu de chances d'exalter les cœurs. S'il prêchait la consommation pour la consommation, il aurait tout aussi peu de crédit ; de même en prêchant la croissance pour la croissance... Baechler se croit autorisé à conclure de ces évidences que toutes les dénonciations de la société de consommation apparaissent comme la manifestation de l'enthousiasme que des niais tirent à découvrir des lieux communs connus depuis longtemps... Même depuis cent cinquante ans, l'orientation de la société occidentale en fonction des valeurs économiques n'est probablement qu'une illusion... Même les saint-simoniens ne voyaient dans le progrès économique qu'un moyen, le moyen de marquer la nature de l'empreinte de l'homme : ils ne succombaient ni à l'avarice, ni à l'envie, mais à un prométhéisme exacerbé.

Baechler ne s'aperçoit pas qu'il réfute lui-même sa propre argumentation. Le capitalisme

n'aurait jamais transformé la face de la terre, s'il n'avait utilisé à ses fins que l'avarice ou l'envie. Le capitaine d'industrie est en quelque sorte le héros du XIX^e siècle, celui qui part à l'aventure comme les découvreurs des Amériques sur leurs blanches caravelles. C'est par un prodigieux mouvement d'enthousiasme prométhéen qu'il se bâtit de nouveaux empires.

A « Nouvelle Ecole », on propose une explication du même phénomène qui vaut ce qu'elle vaut, c'est-à-dire ce que valent les principes sous-jacents qui se cachent derrière elle, explication qui n'en est pas moins significative : le chef d'entreprise serait en quelque sorte l'héritier du chef de clan germanique, l'individu supérieur doué pour dominer les autres, les faire servir à la poursuite de ses entreprises. Une volonté de puissance, en sorte... Si l'on fait abstraction des présupposés, il y a quelque chose de vrai là-dedans. Pierre Boutang ressaisirait sans doute cette vérité en la référant aux grandes intuitions de Vico (4) : l'âge des hommes qui se confond avec l'âge technique, celui du capitalisme, et qui fait suite à l'âge des dieux et à celui des héros, l'âge des hommes marque une étape nouvelle dans l'histoire. Le chef d'entreprise correspondrait en l'âge des hommes à ce qu'était le chef de guerre en l'âge des héros. Reste à savoir si, comme l'a prophétisé Schumpeter, les vertus bourgeoises héritées du héros et du christianisme et qui expliquent la prodigieuse expansion économique de l'Occident ne se tariront pas faute de sources, et si le développement industriel ne se trouvera pas bloqué. Pour le moment, nous n'en sommes pas là. Il doit bien y avoir une explication.

L'ESSENCE DU CAPITALISME

Il est impossible d'expliquer un phénomène qui a bouleversé la nature, transformé les mentalités et les mœurs en le ramenant à une question de simple technique économique. Il n'est possible de l'appréhender qu'en prenant ses mesures véritables qui sont celles de la société moderne, de la civilisation industrielle ou post-industrielle. Baechler, nous semble-t-il, avait esquissé cette analyse dans un ouvrage fondamental dont nous avons parlé dans la « N.A.F. » il y a plus d'un an (5). Il avait fort bien montré (mais était-il conscient de toutes les implications de sa démonstration ?), que le capitalisme ne s'expliquait pas, comme le croyait Marx, uniquement par le développement de la technique, mais par un ensemble de facteurs qui aboutissaient à la dissociation complète des éléments qui avaient constitué la cité médiévale.

Le principe d'unité de cette cité était religieux, théocentrique, disait Maritain. Toutes les valeurs, toute l'organisation sociale, les mœurs, étaient informés par le christianisme. Le triomphe du capitalisme passait par le renversement à son

profit du pouvoir des clercs, de celui des féodaux et de celui du roi pour s'approprier le pouvoir magistériel et le pouvoir politique. C'était en même temps un renversement total de l'organisation sociale qui s'imposait, mais aussi la substitution d'une religion à une autre religion. Du même coup, une nouvelle image de lui-même, de nouveaux modèles du comportement s'imposaient à l'homme moderne qui s'était créé un nouveau sacré. Nous touchons là à la véritable essence du capitalisme, à ce qui fait sa force prodigieuse. Le sacré du monde capitaliste, c'est l'homme lui-même qui se réalise, qui s'éternise par l'extraordinaire pouvoir qu'il possède sur les éléments grâce à la science et à la technique. Le sacré c'est également le bonheur, une certaine image du bonheur : celle de l'abondance, de la santé, celle du plaisir surtout, plaisir du petit dieu bronzé qui sort de l'eau bleue dans un paysage édénique.

LES NOUVELLES IMAGES PIEUSES

On pourra toujours crier que c'est de la caricature, de l'exagération. Cela n'empêchera pas cette image, et d'autres semblables, d'être reproduites à des millions d'exemplaires partout, sur nos murs, dans le métro, dans tous les magazines. Une nouvelle iconographie, de nouvelles images pieuses ont remplacé les images pieuses plus ou moins heureusement inspirées par la piété envers le Christ et envers les saints. C'est à travers elles que s'exprime le magistère moderne, que passent le nouvel évangile, les recettes du bonheur. Ce sont elles qui inspirent les comportements, les mœurs, les réflexes modernes (6).

L'Eglise se plaint de ne plus être entendue, que son message ne passe plus ? Elle cherche de nouvelles méthodes d'évangélisation ? Elle ne s'aperçoit pas que la principale raison de ses difficultés est qu'elle a perdu le pouvoir magistériel, que d'autres s'en sont emparés. Alors qu'auparavant elle était sans cesse omniprésente, pesant sur les consciences, proposant ses normes morales, ayant une autorité quasi absolue dans l'ordre spirituel, elle s'est trouvée chassée de sa position dominante par le marchand, l'entrepreneur, l'homme d'affaires.

Ainsi Baechler fait une grave erreur lorsqu'il croit que le capitalisme est obligé par nature de composer avec des valeurs qui lui sont hétérogènes. De nature, il est totalitaire et d'autant plus qu'il l'est insidieusement, qu'il ne l'avoue pas. C'est pourquoi il se trompe également très gravement lorsqu'il affirme que sa société « pluraliste » favorisée par le système capitaliste n'a pas de sens. Si une société a un sens lorsqu'une hiérarchie des valeurs est clairement perçue et largement acceptée par les sociétés, et que l'ordre social s'organise de manière à permettre la réalisation de cette hiérarchie, il n'y a pas de doute, la société capitaliste-libérale a bien un sens.

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de six mois (25 frs) un an (normal 45 frs soutien 100 frs)

Nom

Prénom

Adresse

Profession

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642.31 Paris

Ce sens est principe d'unité, de synthèse pour les individus et la société. Il correspond donc à tous les caractères de la religion définie par Auguste Comte. Toutefois, la religion, le sacré de la civilisation capitaliste ne correspondent pas à la religion de l'Humanité. L'économie y prend le pas sur le politique, primordial chez le fondateur du positivisme. C'est une des raisons de ses conséquences profondément anti-sociales. La religion propre au capitalisme, qui constitue son essence, n'assure que fort mal sa faculté d'intégration sociale. Elle l'assure mal, parce que le problème lui est indifférent. Est-elle dans un ordre supérieur autre chose qu'un ersatz religieux ?

(A suivre.)

Gérard LECLERC.

La semaine prochaine : **Réponse à Jean Fou-rastié.**

- (1) Fayard Editeur. Cf. N.A.F. nos 104 et 105.
 (2) Auguste Comte *Catéchisme positiviste*.
 (3) Contrepoint numéro 11.
 (4) Cf. *l'ontologie du secret*, Presses universitaires de France.
 (5) Jean Baechler, *Les origines du capitalisme*, Coll. Idées, Gallimard.
 (6) Sur ce point, pour des développements plus approfondis, je renvoie à mon article d'*Arsenal* n° 8, de juillet-août.

histoire à l'o.r.t.f.

Récemment, un débat à **France-Culture** entre Claude Manceron (1) et Pierrette et Paul Girault de Coursac (2) posait la question suivante : « Comment peut-on s'intéresser à Louis XVI en 1973 ? ».

Ce n'est pas sans peine que le vrai sujet a été abordé. Claude Manceron aurait préféré traiter de l'institution monarchique, critiquable comme toutes les institutions humaines, plutôt que du roi assassiné par ses « Hommes de la Liberté ». Obligé par les Girault de Coursac de s'occuper de Louis XVI, il déploie toutes les ressources de la dialectique, accusant ses adversaires de mauvaise foi quand ils opposent des documents aux gazettes et aux témoignages de seconde main, qu'il affectionne, changeant vite le sujet quand il sent qu'il a tort, refusant même d'entendre ce qui le gêne, comme la politique de décentralisation et de réformes suivie par Louis XVI dès le début de son règne (3). Pour finir, il en est réduit à accuser le roi du code criminel hérité de Louis XIV, code criminel que Louis XVI avait précisément entrepris de rénover, et à ergoter sur la date de l'abolition de la torture, plaçant en 1786 ce qui a eu lieu en 1780.

Au moins emporte-t-il un bon « tuyau » en souvenir de cette émission : il sait maintenant, grâce aux Girault de Coursac, qu'il y a des archives et des documents utiles au ministère des Affaires étrangères.

- (1) « Les Vingt ans du Roi », chez R. Laffont.
 (2) « L'Education d'un roi », chez Gallimard.
 (3) Cf. l'article sur 1789, dans le numéro 1 du bulletin du C.E.L.P. (Comité pour l'étude de Louis XVI et de son procès), 149, rue de Rennes, Paris 75006. Abonnement : 20 F par an.

errata

- Un lapsus a amené M^e Wagner à substituer la date de la mort de notre roi Henri IV à celle de son avènement (voir N.A.F. n° 115, p. 2).
- La citation exacte de Tchekov dans l'article de Pierre Limousi (voir N.A.F. n° 115, p. 3) est la suivante : « Au théâtre, il faut des formes nouvelles. Nouvelles. Et s'il n'y en a pas, alors il ne faut rien. » Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

la n.a.f. pendant les vacances

- Du 28 au 30 juillet, session d'études sur « la stratégie de la conquête de l'Etat » en Bretagne.
- Du 6 au 10 septembre, session philosophie. En Bretagne.
- Du 15 au 16 septembre, session générale des cadres de la N.A.F. : lignes d'action pour 1973-1974, principes et application. Cette session aura lieu en Bretagne.

Toutes ces sessions ne sont destinées qu'à un nombre limité de militants. La Direction générale se réserve le droit de refuser telle ou telle candidature. Toute demande de renseignements complémentaires doit être adressée à la N.A.F. ainsi que les demandes d'inscription.

réseau de distribution

Même pendant les vacances, vous trouverez la « N.A.F. » en vente :

GRENOBLE

- Bureau de tabac, 22, avenue Albert-I^{er}.
- Papeterie-Mercerie, 51, boulevard Clemenceau.
- Bureau Tabac, boulevard Emmanuel-Mounier.
- K'store Librairie, cours Berriat.
- France-Agence, 6, place Victor-Hugo.

MEYLAN

- Bureau Tabac, avenue de la Plaine-Flourie.

RENNES

- Maison de la Presse, 7, place du Colombier.
- M. Buchet, 12, rue d'Entrain.
- Tabac - Journaux, 3, rue du Vau-Saint-Germain.

LORIENT

- Maison de la Presse, 18, rue des Fontaines.

LE MANS

- Principaux kiosques.

ORLEANS

- Principaux kiosques.

BLOIS

- Principaux kiosques.

ROUEN

- Librairie Demanneville, 30, rue Jeanne-d'Arc.
- Librairie Elie, 42, rue de la République.
- Librairie Toutain, 48, rue Ganterie.
- Drugstore D 1, 2, rue Beauvoisine.

AIX-EN-PROVENCE

- Maison de la Presse, cours Mirabeau.

AVIGNON

La section d'Avignon peut recevoir les militants susceptibles d'être dans cette ville pendant le festival pour y faire une propagande N.A.F. du 15 juillet au 10 août.

Un lieu de campement est prévu à 13 km d'Avignon avec vestiaires et douches, mis gratuitement à notre disposition. Machine à écrire et ronéo seront à la disposition des militants.

Le séjour de ceux-ci peut être plus ou moins long selon leurs possibilités.

Pour tous renseignements s'adresser à M. J.-J. Boisserolle, N.A.F., 13, rue Noël-Biret, Avignon.

arsenal sommaire juillet-août

CIBLE

Comme l'a déclaré M. Messmer, le projet de loi sur la libéralisation de l'avortement « constate simplement l'état de la société dans laquelle nous vivons ». Il ne pensait pas si bien dire.

THEME

Les loisirs : Sommes-nous sur le chemin de la « civilisation des loisirs » grâce à l'évolution de la société industrielle ? Ou bien sur celui d'une aliénation renforcée par la consommation massive d'un « loisir-marchandise » ? Le loisir d'aujourd'hui n'est-il pas avant tout vécu comme la fuite hors d'un quotidien devenu insupportable ? Le « divertissement » n'éloigne-t-il pas des leviers de responsabilité qui permettraient de changer la vie ?

IDEES

Georges Bernard retrace, dans une première étude, le cheminement de la dialectique althussérienne à l'œuvre dans l'étude de la pensée du jeune Marx.

A l'heure où de nouvelles communautés cherchent à s'enraciner dans une tradition recouverte, n'est-il pas indispensable d'étudier « le folklore », un phénomène qu'il nous faut saisir dans sa complexité et situer dans sa véritable dimension ?

TENDANCE

L'horaire variable : libération du travailleur ou moyen sophistiqué d'aliénation mis au point par le capitalisme moderne ?

I - la société industrielle a-t-elle un sens ?

Il est impossible d'expliquer le phénomène du capitalisme, qui a bouleversé la nature, transformé les mentalités et les mœurs en le ramenant à une question de simple technique économique.

L'étude du livre fondamental de Jacques Ellul, **Les nouveaux possédés** (1), nous avait donné une conscience très vive d'un fait scandaleux pour de nombreux contemporains : la permanence du sacré. Que le sacré contemporain soit étranger au théologique n'a rien d'étonnant, pourvu que l'on comprenne la nécessité pour l'homme de se référer à des valeurs, de donner un sens à sa vie. Le sacré dans une société où dorment les dieux morts correspond très exactement à la définition donnée par Auguste Comte de la religion.

L'auteur du **Catéchisme positiviste** justifiait l'emploi de ce mot dans sa doctrine en faisant remarquer qu'il indique que l'état de complète unité qui distingue notre existence à la fois personnelle et sociale, quand toutes ses parties, tant morales que physiques, convergent habituellement vers une destination commune (2). C'est en effet d'unité qu'a besoin l'individu, unité pour lui-même, ses fonctions physiques et mentales, pour la conduite de sa vie morale. De même, la société suppose la prépondérance de ce qui unit sur ce qui divise, des sentiments altruistes sur les sentiments égoïstes. L'expérience montre toutefois que le principe d'unité n'est efficace que lorsqu'il mobilise les puissances du sentiment. On sait qu'Auguste Comte crut trouver dans le culte de l'Humanité, le ressort de cette unité, ce « Grand Être » lui paraissant pouvoir mobiliser les puissances d'adoration et d'amour.

On peut faire toutes les réserves que l'on veut contre cette religion de l'Humanité ; il est difficile de contester les raisons psychologiques, morales, politiques qui amenèrent Comte à la concevoir. Il s'agit pour lui de reconstruire une société organique qui remplace la société d'Ancien régime auquel nul nouveau régime n'a succédé, les idées révolutionnaires ne possédant d'efficacité que dans l'ordre de la critique et de la destruction. Les idées positives, organiques, n'y suffiront pas, si les énergies morales ne leur viennent pas en aide. Sa religion de l'Humanité aurait pour vertu essentielle de les mettre au service de la société nouvelle pour la raison que nous avons dite : en tant que principe d'unité et d'amour.

Que l'on accepte ou non cette religion-là, il est difficile d'envisager l'organisation de la cité, la concorde des citoyens, le progrès social sans principe d'unité et d'amour. C'est ce que nie précisément le libéralisme.

LE LIBÉRALISME SELON BAECHLER

Dans le dernier numéro de **Contrepoint**, revue de droite remarquablement rédigée mais dont l'orientation idéologique se précise dans un sens fort inquiétant, Jean Baechler se fait l'apologiste du libéralisme dans un sens qui contredit justement toutes les exigences comtiennes. Et qui va directement à l'encontre du principe d'unité. Que Baechler pense préférable d'employer le mot de **pluralisme** pour couper court à toutes les équivoques qui planent autour du libéralisme, est déjà fort significatif. Il est plus

remarquable encore qu'il écrive sans hésitation : **Quel est le sens d'une société pluraliste ? La réponse est évidente : aucun** (3).

Le propre du pluralisme n'est-il pas de tolérer tous les sens possibles, et de leur donner droit de cité ? Si l'on refuse ce pluralisme, on est condamné aux horreurs de l'**Inquisition** ou des **divers socialismes**. On devine que M. Baechler a peu de goût pour les religions, séculières ou non, dans la mesure où elles prétendent organiser la cité. Pour un peu, il pourrait reprendre à son compte la citation de Renan qui figure en encart de l'article de Louis Rougier (un nom qui est tout un programme !) : **« Le coup de génie de la Renaissance a été de revenir à la philosophie, à la science, à l'art vrai, à la raison, en dehors de toute révélation. Qu'on s'y tienne. Le but suprême de l'humanité est la liberté des individus. Or la théocratie, la révélation ne créeront jamais la liberté. La théocratie fait de l'homme revêtu du pouvoir un fonctionnaire de Dieu ; la raison fait de lui un mandataire des volontés et des droits de chacun. »** Pareil propos sent tout à fait son XIX^e siècle. Il fait sourire aujourd'hui. Tout comme la péroraison de l'ineffable professeur Rougier qui doit pourtant se croire à la fine pointe du combat contre l'obscurantisme : **« Désormais libérée de la tutelle des dieux morts, l'humanité consciente de son autonomie, ne compte plus que sur elle-même pour assurer, pour le bien ou pour le pire, son propre destin. »**

En attendant, de son propre aveu, Jean Baechler n'a rien à répondre — il laisse ce soin aux « belles âmes » — aux exigences des jeunes, par exemple, insatisfaits d'une société qui ne donne aucun sens à leur vie. Et de fait, tolérer tous les sens possibles n'est qu'une façon de dire qu'ils vous sont indifférents.

Mais peut-on, avec des principes pluralistes-libéraux, à l'encontre de Comte, fonder une société ? Comme à plaisir, Baechler multiplie les exemples de contradiction fondamentale d'une « société libérale ». La liberté tend d'elle-même à l'absolu et à nier ainsi la liberté des autres. L'égalité s'oppose à la liberté, etc. Tous ces principes sont bien connus des penseurs antilibéraux. Mais voici le plus décisif : la perte des raisons de vivre et de mourir.

Argument décisif : la société libérale ne peut à la limite trouver de défenseurs. Personne ne mourra pour elle.

CAPITALISME ET LIBÉRALISME POLITIQUE

Baechler se tirera des difficultés qu'il énonce avec une si belle honnêteté par une piètre pirouette : **« ... si le pluralisme prétend développer sa logique jusqu'au bout, il débouche inévitablement sur des difficultés insurmontables. Cela signifie qu'un pluralisme ne peut dépasser un certain seuil, au-delà duquel il se dissout et se transforme en son contraire. »** Baechler avoue situer ce seuil très bas. Quelle sera la nature de ce seuil, comment sera-t-il imposé ? Nous restons sur notre faim.

On croit rêver. Même si notre défenseur du pluralisme ne veut faire que la théorie de son système, cette théorie nous emmène loin, très loin dans le royaume des fictions idéologiques. Jamais un système libéral n'a fonctionné, selon les principes pluralistes. Lorsqu'ils veulent s'incarner dans l'histoire, les principes idéologiques composent avec les pesanteurs de la physique sociale. Faut-il rappeler à M. Baechler toutes les analyses définitives rassemblées depuis deux siècles et qui réduisent à néant les prétentions du libéralisme : dans l'ordre politique, le régime de la liberté a produit celui des groupes de pression, eux-mêmes prisonniers des forces d'argent ; dans l'ordre économique, la loi de la jungle libérale a produit le scandale du prolétariat ; dans l'ordre intellectuel, la liberté de penser s'est soldée par l'asservissement des écrivains aux lois de l'économie de marché. En résumé : le libéralisme est la doctrine la plus antisociale qui soit, l'effet principal du pluralisme idéologique étant de dissoudre toutes les communautés sociales au profit de l'individualisme le plus féroce.

Aucune doctrine n'est plus contraire aux principes de réorganisation sociale exposés par Auguste Comte. A la primauté de l'altruisme, le libéralisme substitue celle de l'égoïsme. A la « religion » comtienne, synthèse qui unifie les esprits et les cœurs dans l'intérêt du bien commun, le libéralisme oppose l'indifférence doctrinale, la diversité des opinions. Est-il vrai pour autant qu'aucune unité ne reconstitue la synthèse nécessaire dans un régime libéral ? La liberté, même si c'est une liberté d'indifférence, assure bien la cohérence idéologique du « système ». Mais il s'agit là d'une idéologie au sens marxien du mot, c'est-à-dire la justification d'une situation économique-sociale. La doctrine libérale n'a été, au cours du XIX^e siècle, que le cache-misère du capitalisme sauvage. De même aujourd'hui, les différents néo-libéralismes ont pour fonction de justifier le néo-capitalisme de type technocratique. La « Liberté » n'est que la liberté toute puissante du capitaine d'industrie ou du manager.

LE CAPITALISME EST-IL TOTALITAIRE ?

Mais c'est précisément là que Baechler nous attend au tournant, avec une argumentation qui, à première vue, paraît singulièrement forte. S'il est vrai, nous dit-il en substance, que le capitalisme domine la société, je prétends que les valeurs économiques ont la tolérance la plus élevée, ce qui signifie qu'elles tolèrent le plus haut degré d'oppression de la part des autres, et la réciproque : à savoir que les autres valeurs réagiront très tôt à un impérialisme de l'économie. Cette tolérance s'explique par le fait que l'économique ne répond pas à toutes les aspirations humaines et que dès lors la prépondérance de ses valeurs ne peut que pro-